

Consultations prébudgétaires – Budget de 2011-2012

Sommaire des réunions

Le 6 février 2011



Introduction

Pendant trois semaines, à partir de janvier 2011, le ministre des Finances a fait une tournée de la province, tenant une série de vingt réunions publiques à Saint John, Moncton, St. Stephen, Miramichi, Bathurst, Tracadie-Sheila, Campbellton, Grand-Sault, Woodstock et Fredericton. Celle de Woodstock a dû être reportée au 9 février en raison d'une tempête.

Dix des réunions ont eu lieu avec des groupes d'intervenants, c'est-à-dire des organisations représentant certains secteurs de la société (entreprises, groupes de défense des démunis, artistes et groupes culturels, municipalités, etc.).

Les dix autres réunions étaient destinées au grand public et se sont tenues en soirée.

Avant chaque réunion, le premier ministre a donné un aperçu de la situation financière de la province, qui, cette année, fait face à un déficit de 820 millions de dollars. Ce déficit pourrait atteindre un milliard de dollars l'année prochaine si rien n'est fait pour l'endiguer. Entre-temps, la dette provinciale se dirige vers les 9,6 milliards de dollars. Ce sont là des chiffres sans précédent.

Par ailleurs, malgré des investissements records dans des secteurs tels que l'éducation et les soins de santé, la province est confrontée à des défis de taille, notamment une baisse des inscriptions dans les écoles, une population qui est pratiquement stagnante et un nombre croissant de personnes âgées qui ont besoin de toujours plus de services et d'attention.

Suit un bref compte rendu des commentaires et des suggestions formulés au cours de ces réunions et, plus loin dans le présent rapport, une ventilation des suggestions par ministère.

Note spéciale

Trois groupes syndiqués en particulier ont assisté à toutes les réunions publiques, à savoir :

Les travailleurs des services de soutien à domicile : Ils sont très préoccupés par les contrats conclus avec les fournisseurs de services, la Croix-Rouge du Canada, et le fait qu'ils ne touchent que 12 cents le kilomètre pour leurs déplacements et environ 9 dollars l'heure en salaires. Ils aimeraient voir une plus grande responsabilisation à l'égard des contrats signés par le gouvernement.

Les aides-enseignants : Ils ont expliqué qu'ils travaillent dans des conditions déraisonnables et que le nombre d'élèves à besoins spéciaux qui entrent dans le système augmente de jour en jour, sans aucune augmentation correspondante des ressources. Ils ont dit que les districts scolaires sont trop hiérarchisés et que les travailleurs de première ligne n'ont pas les outils nécessaires pour bien s'acquitter de leurs fonctions.

Le Syndicat canadien de la fonction publique : Le SCFP, qui représente les travailleurs de la voirie et ceux des magasins d'Alcool NB, s'est dit préoccupé par les partenariats publics-privés, de même que par la vente possible d'Alcool NB, qui est constamment rentable.

Suit une liste des diverses suggestions faites au cours des réunions tenues dans l'ensemble de la province, par ministères.

Résumé, point par point, des consultations prébudgétaires pour le budget de 2011-2012

Généralités – Gouvernement

- Éviter et réduire les chevauchements au sein du gouvernement en trouvant des gains d'efficacité.
- Réduire le nombre de fonctionnaires au Nouveau-Brunswick.
- En faire davantage pour l'équité salariale dans le secteur privé.
- Se débarrasser du programme des prestations de retraite déterminées et passer à un programme de cotisations déterminées.
- Revoir les pensions, y compris le régime de retraite des députés.
- Revoir les allocations de départ des députés défaits.
- Prolonger le délai prévu pour retrouver l'équilibre budgétaire à six ans au lieu de quatre.
- Cesser d'envoyer par la poste les bordereaux de paie aux travailleurs qui peuvent les recevoir par courrier électronique.
- Accroître la collaboration entre les provinces des Maritimes ou de l'Atlantique.
- Éliminer les primes des cadres supérieurs du gouvernement, en particulier pour ceux qui

gagnent plus de 200 000 dollars par année dans les sociétés de la Couronne.

- Privilégier les vidéoconférences plutôt que les déplacements aux réunions.
- Établir des mesures de rendement claires.
- Accroître à 5 % par année les compressions budgétaires de chaque ministère.
- Décentraliser les services gouvernementaux afin de créer des emplois en région.
- Le bilinguisme coûte trop cher à la province.

Ministère de la Santé

- L'administration est trop lourde.
- Se débarrasser de Facilicorp, qui coûte trop cher et est inefficace.
- Manque de communication avec les autres ministères avec qui il travaille, comme Développement social, sur les problèmes de logement, etc.
- Les infirmières immatriculées se retrouvent trop souvent dans les bureaux plutôt que sur le plancher.
- On demande sans cesse aux travailleurs de première ligne de remplir des questionnaires qui prennent beaucoup de temps, sans qu'on y donne suite.
- Les ambulances marchent au ralenti sur le bord de la route, dépensant 120 dollars en essence – ce n'est pas bon pour le portefeuille ni pour l'environnement.
- Réexaminer le contrat de 87 millions de dollars par année qu'Ambulance NB a avec le gouvernement.
- Accroître les taxes sur le tabac.
- Accélérer les choses en ce qui concerne le programme des médicaments onéreux.
- Mettre davantage l'accent sur la santé mentale afin d'éviter les coûts plus élevés à assumer lorsqu'une personne a besoin de plus d'intervention et d'aide des divers ministères et organismes gouvernementaux.
- Nous avons trop d'hôpitaux pour une province de notre taille. Certains devraient être fermés et l'accent devrait être mis sur les centres d'excellence et la régionalisation.
- Mettre plus de médicaments génériques, moins chers, dans le système.
- Faire participer les propriétaires de pharmacies à la modification des régimes de médicaments.
- Permettre aux infirmières d'accomplir une bonne partie des tâches mineures et coûteuses en temps qui incombent actuellement aux médecins.
- Fusionner les deux conseils de la santé existants.

Éducation et Développement de la petite enfance

- Soutenir les programmes d'éducation physique dans les écoles afin de combattre l'obésité, l'inactivité et les problèmes de santé chez les enfants.
- Se pencher sur le nombre disproportionné d'administrateurs dans les bureaux de district de certaines régions.
- Investir davantage dans l'éducation afin d'aider à attirer des immigrants dans la province.
- L'abaissement de deux degrés de la température dans les écoles le soir ferait économiser de 10 000 à 12 000 dollars par école, selon un participant.
- Explorer la possibilité d'une semaine scolaire de quatre jours.
- Mettre davantage l'accent sur le développement de la petite enfance.
- Privatiser les autobus scolaires.
- Intégrer l'initiation au plein air ou à l'environnement au développement des jeunes enfants.
- Fusionner les réseaux d'autobus scolaires anglophone et francophone en un seul.
- Augmenter la rémunération et améliorer les conditions de travail des préposés au développement de la petite enfance.
- Rendre les places en garderie plus abordables et en augmenter le nombre.

Gouvernements locaux

- Augmenter les taux d'impôt des DSL puisqu'ils profitent des commodités des centres voisins plus grands.
- Permettre aux DSL de participer davantage à la négociation des contrats pour les services de la GRC.
- Cesser d'envoyer aux municipalités des copies papier des formulaires à remplir au moment de l'établissement du budget puisque la plupart les remplissent en ligne et les font imprimer ensuite dans leurs bureaux.
- Fonder les gels des évaluations foncières et d'autres allègements d'impôt foncier sur les moyens financiers.
- Le développement régional est essentiel pour les collectivités.

Développement social

- L'amélioration de la coordination entre le ministère du Développement social, le ministère de la Santé et les autres organismes est essentielle pour améliorer les soins aux aînés.

- Une stratégie claire est nécessaire pour faire face au vieillissement de la population et répondre aux besoins futurs.
- Accroître les taux d'aide sociale.
- Lorsque vous réduisez les dépenses, n'éliminez pas les programmes ou les subventions destinés aux personnes les plus vulnérables de la province.
- Former un comité intergouvernemental pour tracer la voie face aux défis à relever en ce qui a trait aux soins à domicile pour les aînés.
- Revoir les critères de placement des aînés dans les foyers de soins et résoudre les problèmes de dotation en personnel des foyers de soins.

Finances

- Annuler les allègements fiscaux et augmenter la TVH.
- Ne pas augmenter la TVH.
- Mettre fin aux allègements fiscaux pour les riches de la province.
- Rétablir les péages routiers, surtout aux points d'entrée de la province.
- Augmenter la taxe sur l'essence.
- Explorer la possibilité d'émettre des obligations garanties par le gouvernement et offrant des taux de rendement supérieurs à ceux des REER.
- Cesser d'offrir des allègements fiscaux aussi importants aux corporations.
- Augmenter les taxes sur les aliments malsains et les boissons gazeuses, ainsi que sur le tabac et les alcools.
- Abaisser l'impôt des petites et moyennes entreprises.
- La Société de gestion des placements NB doit investir une plus grande partie de ses caisses de retraite au Nouveau-Brunswick.
- Augmenter les crédits d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises.
- Ne pas mettre en place un salaire minimum à deux niveaux.
- Mettre en place un salaire minimum à deux niveaux.
- Instaurer un crédit d'impôt pour les rénovations au niveau provincial.

Mieux-être et Culture

- Voir les dépenses dans les arts comme un investissement. Pour chaque dollar investi dans les arts, il y a des retombées de 4 dollars.

- Accroître le financement des sports.
- Prêter une plus grande attention aux musées et à leur contribution à notre patrimoine et à notre culture.

Entreprises Nouveau-Brunswick

- Accroître le financement de la recherche et du développement.
- Donner aux entreprises un plus grand contrôle sur les subventions.
- Simplifier les processus de manière à ce qu'il y ait un guichet unique; cela éviterait aux entreprises de devoir traiter avec une multitude de ministères et de paperasserie pour un projet donné.

Tourisme

- Permettre aux hôtels, etc., d'instaurer un droit hôtelier et réinvestir l'argent ainsi perçu dans des programmes touristiques communautaires.
- Modifier les droits de camping dans les parcs provinciaux de manière à ce que les propriétaires de terrains de camping privés ne soient pas obligés d'être en concurrence injuste avec les établissements publics.

Ressources naturelles

- Examiner les taux des redevances afin de voir s'ils sont adéquats.
- L'exploration des gaz de schiste présente des possibilités qui pourraient être profitables pour le Nouveau-Brunswick.
- Investir davantage dans la sylviculture.
- Le prix du gaz naturel fait mal aux propriétaires et aux entreprises de la région de St. Stephen et exige l'intervention du gouvernement.
- Créer davantage de possibilités pour que la région de Miramichi retourne aux industries axées sur le bois et aider les propriétaires de lots boisés privés.
- S'assurer que quiconque offre des services de guide de pourvoirie dans la province est titulaire d'une licence et a une assurance-responsabilité.

Environnement

- Augmenter le nombre d'agents chargés de l'exécution des lois environnementales au Nouveau-Brunswick.

- Investir davantage dans les programmes d'efficacité énergétique pour les entreprises.
- Il ne devrait pas y avoir douze commissions de gestion des déchets solides pour six décharges.

Approvisionnement et Services

- Examiner l'utilisation apparemment excessive de BlackBerrys par les cadres supérieurs.
- Utiliser la technologie des granulés de bois pour chauffer nos hôpitaux.

Justice et Consommation

- Rétablir les programmes d'aide judiciaire qui ont été supprimés au fil des années.

Autre

- Vérifier les organismes sans but lucratif afin d'assurer qu'ils sont vraiment sans but lucratif et que le gouvernement ne perd pas de fonds en raison de leur statut.
- Augmenter les droits d'inspection applicables aux bateaux de plaisance et exiger que ces derniers soient inspectés au moins tous les deux ans.
- Établir des magasins de vins ou de scotch spécialisés qui pourraient être exploités par le secteur privé.
- Augmenter les droits immobiliers et d'assurance.
- Ouvrir un magasin de liquidation d'Alcool NB à Bathurst.
- Presser le gouvernement fédéral de modifier les lois sur l'immigration afin que les épouses des conducteurs de camions puissent déménager et travailler ici elles aussi (région de Woodstock).
- Ne pas augmenter les droits de scolarité dans les établissements d'enseignement postsecondaire.
- Modifier les programmes afin que les étudiants puissent accéder à des fonds pendant qu'ils sont aux études plutôt qu'après l'obtention de leur diplôme (programme des droits de scolarité).
- Cesser d'acheter de l'eau embouteillée pour les bureaux du gouvernement.
- Ne pas vendre Alcool NB ni les parcs provinciaux.

Agriculture et Aquaculture

- Offrir davantage d'incitatifs et accorder plus d'attention à l'agriculture, ancien pilier du développement économique au Nouveau-Brunswick, mais secteur en chute libre depuis bon nombre d'années.

- Élaborer une meilleure campagne de sensibilisation aux produits du Nouveau-Brunswick et promouvoir l'achat des produits locaux.

Pêches

- Créer un établissement pour les bateaux de pêche commerciale (entretien, construction, etc.) à Caraquet.